

MESDAMES ET MESSIEURS
LES MEMBRES DU COMITE DE SUIVI
DES FONDS EUROPEENS EN FRANCHE-COMTE

Besançon, le **15 DEC. 2015**

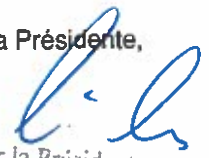
Madame, Monsieur,

Vous avez été sollicité le 16 novembre dernier dans le cadre de la consultation écrite du comité de suivi des fonds européens. Cette consultation portait sur la validation du cahier des charges et de la grille de sélection de l'appel à projets sur l'accompagnement à la création d'entreprises (objectif spécifique 1.3 « Accompagner la création et la transmission/reprise d'entreprises » de l'axe 1 du programme opérationnel FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020).

Vous trouverez dans le tableau récapitulatif ci-après les suites données aux remarques formulées pendant la consultation, ainsi que l'appel à projet et la grille de sélection dans leurs versions définitives.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Présidente,



Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Axel LIMACHER



Liste des destinataires :

Le Préfet de Région Rhône Alpes
Le Préfet du Jura
Le Préfet de Haute-Saône
Le Préfet du Territoire de Belfort
Le Préfet de l'Ain
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs
La Directrice Régionale des Finances Publiques (DRFIP),
Le Délégué régional de l'Agence de Services et de Paiements (ASP),
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
5 conseillers régionaux de Franche-Comté (Brigitte MONNET, Hélène PELISSARD, Pierre MAGNIN FEYSOT Sophie FONQUERNIE Patrick BONTEMPS)
Le Président du Conseil Régional de Rhône-Alpes
La Présidente du Conseil Départemental du Doubs
Le Président du Conseil Départemental du Jura
Le Président du Conseil Départemental de Haute-Saône
Le Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort
Le Président du Conseil Départemental de l'Ain
Un représentant de l'association des Maires du Doubs
Un représentant de l'association des Maires du Jura
Un représentant de l'association des Maires de Haute-Saône
Un représentant de l'association des Maires du Territoire de Belfort
Un représentant des communautés de communes de Pierrefontaine-Vercel, Haut Jura – Saint Claude, Sud Territoire, Val de Gray,
Un représentant de la Communauté de communes du Pays de Gex
Le Président du Pays de Montbéliard Agglomération
Le Président de la Communauté d'Agglomération Belfortaine
Le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon
Le Président de l'Espace communautaire Lons Agglomération
Le Président de la Communauté d'Agglomération de Vesoul
Le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dole
Un représentant de chaque Groupement d'Action Locale
Un représentant du Comité de Massif
La Commission européenne (Direction générale des politiques régionales (DG REGIO), Direction générale de l'agriculture (DG AGRI), Direction générale de l'emploi et des affaires sociales (DG EMPLOI))
Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)
Le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF)
Le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social (DGEFP)
Le Ministère de l'Intérieur
Le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
Les parlementaires européens de Franche-Comté
Le sous-préfet de Montbéliard
Le sous-préfet de Pontarlier
Le sous-préfet de Dole
Le sous-préfet de Saint-Claude
Le sous-préfet de Lure
Le Président du Pays Vesoul – Val de Saône
Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)
Le Directeur Régional de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF)
Le Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie (DRRT)
Le Commissaire à l'Aménagement du Massif du Jura (CAMJ)
Le chef de bureau Affaires européennes du SGAR
Les contrôleurs des fonds européens au sein de l'Autorité de gestion

La Déléguée Régionale aux Droits des Femmes et à l'égalité (DRDFE)
 La Directrice régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS)
 La Directrice générale de l'agence régionale de la Santé (ARS)
 Le Directeur territorial de l'Office National des Forêts (ONF)
 Le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière
 Le Délégué régional de l'Agence de l'eau Rhône - Méditerranée - Corse
 La Directrice régionale de l'ADEME
 Le Recteur d'académie
 Le Président du Conseil Economique Social et Environnemental de Franche-Comté (CESER)
 Le Président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Franche-Comté (CRESS)
 Le Président de la Chambre Régionale des Métiers et de l'artisanat (CRMA)
 Le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA)
 Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale (CCIR)
 Le Président de l'Université de Franche-Comté
 Le Président de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM)
 Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSM)
 Le Président de la Communauté d'Universités et d'Etablissements (COMUE) Bourgogne-Franche-Comté
 Un représentant du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
 Un représentant de la Confédération Générale du Patronat des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)
 Un représentant de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM)
 Un représentant de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
 Un représentant de la Confédération Générale du Travail (CGT)
 Un représentant de la Force Ouvrière (FO)
 Un représentant de la Confédération Française de l'Encadrement (CFE CGC)
 Un représentant de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
 Un représentant de la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FRSEA)
 Un représentant des Jeunes Agriculteurs (JA)
 Un représentant de la Confédération Paysanne de Franche-Comté
 Un représentant de la Coordination rurale de Franche-Comté
 Un représentant de l'Association Régionale de l'Industrie Agroalimentaire et de Transfert de Technologies (ARIATT)
 Un représentant de l'Association de Développement des Industries du Bois (ADIB)
 Un représentant du Pôle Régional d'Animation et de Développement de l'Insertion par l'Economique (PRADIE)
 Un représentant de l'Association franc-comtoise des missions locales
 Un représentant de l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF)
 Le Président de la Maison de l'Europe
 Le Directeur de la Maison de l'Europe
 Le Directeur de l'Association Bourgogne Franche-Comté Europe (ABFCE)
 La Directrice de l'EFIGIP
 Le Directeur régional de Pôle Emploi
 La Directrice de l'Union sociale pour l'habitat Franche-Comté (USH)
 Le Délégué général d'Energy Cities
 Un représentant de l'Union Fédérale des Consommateurs
 Un représentant de l'Union Régionale des Fédérations des Œuvres Laïques
 La Présidente de l'Union Régionale des CIDFF (Centre d'Information aux Droits des Femmes et des Familles)
 Le Président de l'Union Régionale des Associations des Communes Forestières de Franche-Comté (URACOFOR)
 Le Président du Syndicat Régional des Producteurs Forestiers Privés
 Le Président des Entrepreneurs de Travaux Forestiers
 Un représentant de Franche-Comté Nature Environnement et de l'Association Jurassienne Diffusion Energies Alternatives (AJENA)
 Un représentant du Parc Naturel Régional du Haut Jura
 Un représentant du Parc Naturel Ballons des Vosges
 Le Directeur Régional de Bpifrance
 Le Directeur régional de l'INSEE

Avis reçu	Contenu	Réponse de l'Autorité de gestion
Commission européenne DG REGIO	Contexte : revenir sur les éléments de diagnostic pour bien expliquer le contexte du choix de cet OS	Des éléments de diagnostic ont été précisés dans la partie "Contexte".
Commission européenne DG REGIO	Objectifs de l'AAP : manque de clarté : à la première lecture, on devrait savoir à qui est destiné l'AAP, quel est son objectif, qu'est ce qu'on finance. Par exemple, combien de candidats seront sélectionnés? Confusion entre l'objectif et les moyens d'y arriver. Question sur le terme "structurantes" et sur le "et/ou" participant à la création d'emplois. Expliquer la pérennité si c'est important.	Reformulation du texte de l'AAP pour prendre en compte ces remarques.
Commission européenne DG REGIO	Critères d'éligibilité et de sélection : 1- La vérification du respect des obligations (commande publique, aides d'état...) est un critère d'éligibilité et non de sélection. 2- Certains critères sont pondérés de telle façon qu'ils en deviendraient automatiquement des critères d'éligibilité ("accompagnement sur la totalité du projet", "30 emplois créés", "nombre d'accompagnements", "publics cibles"). si on souhaite soutenir les grosses structures mettant en oeuvre un accompagnement complet, il vaut mieux l'indiquer dès le début plutôt que de donner de faux espoirs à des structures plus petites.	1-ces critères sont effectivement des critères d'éligibilité et non de sélection. Le texte de l'AAP est reformulé sur ce point. 2- Pour l'autorité de gestion, ces critères ne sont pas des critères d'éligibilité. En effet, un projet qui obtiendrait 0 à l'une des catégories pourrait tout de même être retenu avec une excellente note dans un autre critère (par exemple, peu de personnes accompagnées mais avec un accompagnement complet portant sur plusieurs cibles spécifiques et générateur d'emplois).
Commission européenne DG REGIO	Modalités de sélection : le rapport d'instruction type est-il public?	Le modèle de rapport d'instruction n'est pas public mais il reprend en tous points les obligations réglementaires. Tous les documents nécessaires à l'instruction sont demandés dans le dossier de candidature.
Commission européenne DG REGIO	Financement : L'enveloppe est prévue pour combien de projets? Y aura-t-il un montant mini/maxi par opération?	L'enveloppe a été évaluée sur la base de l'historique d'opérations de même nature. Les projets seront retenus par ordre décroissant des notes, jusqu'à épuisement de l'enveloppe allouée sur la base de 40% des dépenses éligibles. Il n'y a donc pas de nombre de projets prédéfini. Il y a un montant minimum, comme pour toutes les autres demandes de FEDER (10 000 € de FEDER minimum). Il n'y a pas de montant maximum par opération, le montant de FEDER s'élèvera à 40% des dépenses éligibles.
Commission européenne DG REGIO	Procédure de candidature : 1-Les objectifs du programme devraient être expliqués plus clairement au candidat afin qu'il puisse remplir plus facilement le formulaire de demande. 2-Préciser les indicateurs dès le début de la procédure plutôt que de leur recommander de s'adresser au service instructeur. 3-Comment seront informés les candidats de l'analyse de leur dossier?	1 et 2-Les modèles type de formulaire, plan de financement et indicateurs seront personnalisés pour cet AAP. 3-Les candidats seront informés des résultats de l'analyse de leur dossier à l'issue du comité de sélection. Ce point a été rajouté dans le texte.
Commission européenne DG REGIO	Grille de sélection : 1- la partie création d'entreprise ne devrait pas être confondue avec l'expérience du candidat. 2- Un critère sur la compétence et un critère sur le coût d'accompagnement par emploi créé devraient être pondérés et faire partie de la grille. 3- Question sur la note maximale de la rubrique "périmètre de l'accompagnement" 4- Critère "public cible" : pourquoi ne pas attribuer 8 points par critère pour atteindre le même total qu'avec 3 cibles seulement sur 5? 5- Points attribués au secteur agricole trop élevés (20 points) alors que la RIS 3 ne donne que 10 points.	1-Les critères sur l'efficacité des actions antérieures ont été retirés de la catégorie "création d'entreprise" et placés dans une catégorie à part "Expérience du candidat". 2-S'agissant de critères difficiles à objectiver et donc à noter, ces critères sont analysés dans le cadre de l'instruction mais pas à travers la grille de notation. 3-Il est proposé de revoir les notes à l'intérieur de cette rubrique - sensibilisation collective (10), sensibilisation individuelle (20), accompagnement individualisé (60), suivi post création entre 12 et 24 mois (15) - ce qui porterait le total de cette rubrique à 120. Un porteur qui réaliserait à la fois de la sensibilisation collective et individualisée pourrait donc avoir un total de 10+20+30 points. 4-Il est proposé d'attribuer 10 points à chaque cible. 5-La critère sur le secteur agricole a été supprimé, s'agissant de reprise d'entreprises la plupart du temps et non de création ex nihilo (et dans ce cas, non concerné par l'appel à projets). Le critère sur le lien avec la RIS3 a été réévalué (20 au lieu de 10).
Conseil départemental de Haute-Saône	en 2015, le Département de la Haute-Saône a mis en place une plateforme d'accueil des porteurs de projets entre les structures intervenant dans ce domaine (Action 70, CCI de Haute-Saône, ADIE Franche-Comté, BGE Franche-Comté, Initiative Haute-Saône, La Caisse de Dépôts, Chambres de métiers et de l'Artisanat). Souhait que ces organismes puissent, dans ce cadre, être éligibles à cet appel à projets.	Les organismes cités sont bien éligibles à l'appel à projet. Concernant la plateforme d'accueil en elle-même, il s'agira d'analyser les candidatures de chaque organisme pour déterminer comment elle s'intègre dans les projets présentés dans le cadre de l'AAP. Il est rappelé que les candidatures sous forme de groupement derrière un chef de file sont autorisées dans le cadre de cet appel à projets.

